



**AgEcon** SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

---

## Les méthodes d'élaboration des plans de développement

Jean Sébillotte

### Abstract

Development plans, instruments which were introduced in the French agricultural policy, are drawn up in similar ways as much as the problem to be solved is the same : to forecast the technical, economical and financial evolution of a farm over about six years. These methods vary however due to their origin, in general prior to 1972 and to the preoccupations of those who conceived them. The article takes stock at the position in 1980.

### Résumé

Les plans de développement, instruments introduits dans la politique agricole française par une directive de la CEE, sont élaborés par des méthodes similaires dans la mesure où le problème à résoudre est le même : prévoir l'évolution technique économique et financière d'une exploitation sur six ans environ. Ces méthodes diffèrent cependant du fait de leur origine antérieure, en général, à 1972, et des préoccupations de ceux qui les ont conçues. Cet article fait le point de la question en 1980.

---

### Citer ce document / Cite this document :

Sébillotte Jean. Les méthodes d'élaboration des plans de développement. In: Économie rurale. N°141, 1981. pp. 17-21;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1981.2753>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1981\\_num\\_141\\_1\\_2753](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1981_num_141_1_2753)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# LES METHODES D'ELABORATION DES PLANS DE DEVELOPPEMENT

J. SÉBILLOTTE \*

Les plans de développement, instruments introduits dans la politique agricole française par une directive de la CEE, sont élaborés par des méthodes similaires dans la mesure où le problème à résoudre est le même : prévoir l'évolution technique économique et financière d'une exploitation sur 6 ans environ. Ces méthodes diffèrent cependant du fait de leur origine antérieure, en général, à 1972, et des préoccupations de ceux qui les ont conçues.

Cet article fait le point de la question en 1980.

---

## METHODS OF DRAWING UP DEVELOPMENT PLANS

*Development plans, instruments which were introduced in the French agricultural policy, are drawn up in similar ways as much as the problem to be solved is the same : to forecast the technical, economical and financial evolution of a farm over about six years. These methods vary however due to their origin, in general prior to 1972 and to the preoccupations of those who conceived them. The article takes stock at the position in 1980.*

Le plan de développement d'une exploitation agricole aurait pu rester une notion vague et peu utilisée par les économistes qui s'intéressent à la gestion des exploitations agricoles.

Ces spécialistes préféreraient la notion du budget. En témoigne notamment le premier ouvrage de J. CHOMBART de LAUWE et POITEVIN de 1957 (1), repris et étoffé en 1963 (2). En témoignent également divers ouvrages de l'OCDE dont, par exemple, celui de mars 1958 sur le «Farm management in the United States» (3). Plus près de nous un article d'ATTONATY et HAUTCOLAS (4) nous semble significatif à cet égard et avoir, en outre, une grande importance car il constate (enfin !) les limites de la programmation linéaire comme outil de gestion.

Le budget - et son élaboration (budgeting) - étaient jusqu'aux années 1970 essentiellement conçus comme un outil de prévision technique et économique où l'accent était mis sur le revenu et la rentabilité sans véritable référence aux questions financières, bien que soit présenté souvent un « budget de trésorerie » dont la portée, la finalité et l'utilisation étaient, en général, mal précisées.

A vrai dire, en France, les économistes se préoccupaient assez peu de gestion financière pour divers motifs dont le plus important me semble être une certaine méconnaissance voire un certain refus d'utiliser la comptabilité et ses concepts très commodes dans cette approche particulière

de la gestion (le terme de bilan ne figure dans les livres cités plus haut de MM. Chombart de Lauwe et Poitevin). Néanmoins, dès 1968 la rencontre des soucis d'agriculteurs, de conseillers, d'enseignants supérieurs aboutissait à une première représentation détaillée de ce qui paraissait devoir être en agriculture la gestion financière des entreprises (5).

Là encore, la notion de plan de développement n'apparaît pas.

Il a fallu en fait la parution de la directive communautaire 72/169/CEE du 17 avril 1972 pour préciser cette notion. L'article 6 indique que le plan de développement présentera « la description de la situation à l'achèvement du plan, situation établie sur la base d'un budget prévisionnel ; l'indication des mesures et notamment des investissements à mettre en œuvre pour atteindre les résultats recherchés ». Le plan de développement devient une notion juridique de politique agricole, qui s'appuie sur la technique des budgets mais la dépasse et, en quelque sorte, l'occulte. La mise en place de la politique de modernisation, d'inspiration communautaire, conduit à développer et améliorer les méthodes prévisionnelles préexistantes, et à en faire naître quelques-unes.

La genèse de la directive 72/169 a été décrite par F. CLERC et G. BAZIN, J.C. KROLL, J.M. VIEL, (cf. pages 5 et 11).

---

\* Chef de division au CNASEA à l'époque où a été rédigé cet article, l'auteur s'exprime ici à titre personnel.

## I - ORIGINE ET EVOLUTION DES METHODES D'ELABORATION DES PLANS

«Une méthode est, selon le ROBERT, un ensemble de démarches raisonnées suivies pour parvenir à un but».

### BUTS DES METHODES ANTERIEURES A LA DIRECTIVE DE 1972

Avant les années 1972-1973, on se trouvait essentiellement devant trois méthodes.

- Le dossier économique prévisionnel (DEP) est mis au point au CNASEA. Il est le prolongement de la recherche en matière financière évoquée ci-dessus et menée par la chaire d'économie rurale de l'ENSA de Grignon et l'IGER. Une présentation succincte en est faite dans divers documents (6), (7), (8). L'objectif de la méthode était de permettre d'accorder des aides de l'Etat en les modulant selon les résultats économiques constatés et prévisibles. Cette finalité administrative du DEP a conduit à son emploi dans certaines Opérations Groupées d'Aménagement Foncier (OGAF) dès 1971-72.

- Le «système EXPLORE» élaboré par l'IGER et certains Centres de gestion (9), (10) vise, à l'origine, à aider les agriculteurs suivis en gestion à réaliser des choix quant au développement futur de leur exploitation. La méthode est purement prévisionnelle. Elle permet de simuler diverses «politiques» avec plusieurs hypothèses possibles de variation des prix et de financement. Les conséquences des combinaisons («politiques») testées sont, après les calculs, analysées par le conseiller de gestion et l'agriculteur et guident les choix de ce dernier.

- La «méthode PLANFI» est à rattacher à la famille des «budgets automatisés» établis par le laboratoire d'écono-

mie rurale de Grignon avec la collaboration, notamment, des CETA. De simples modèles statiques, ils deviennent dynamiques et les préoccupations financières d'une caisse de crédit (Aveyron) sont prises en compte. Ceci débouche sur la mise au point de la méthode PLANFI et son utilisation (11), (12), pour l'octroi d'un financement global par la Caisse de Crédit Agricole. Cette méthode est également purement prévisionnelle.

### EVOLUTION DES METHODES JUSQU'EN 1980

Le démarrage des plans de développement en 1975 et surtout en 1976 a conduit les trois méthodes à des ajustements progressifs qui d'une certaine manière les a rapprochées (13). Dorénavant, chaque système fournit les éléments nécessaires, sur le plan administratif, pour décider de la recevabilité du plan.

Au total, une méthode d'élaboration d'un plan de développement permet, grâce à un modèle implicite, très simplifié, de décrire une ou plusieurs évolutions simulées d'une exploitation agricole à moyen et long terme. Ce modèle qui s'appuie sur un projet technique cohérent, permet d'établir des comptes prévisionnels d'exploitation agricole et donc de suivre l'évolution envisagée du revenu agricole, fournit une série de bilans prévisionnels et enfin donne une vision synthétique du financement prévu par le moyen d'un plan de financement et/ou d'un budget de trésorerie.

D'autres éléments fournis sont spécifiques aux démarches suivies.

## II - PRESENTATION CRITIQUE DES PRINCIPALES METHODES EN 1980

Ainsi que nous l'avons vu, les méthodes avaient au départ des buts spécifiques et répondaient à des besoins différents. Elles étaient donc originales quant à leur façon de traiter des problèmes voisins.

En 1980, les différences entre les méthodes demeurent sensibles à plusieurs niveaux. Ceci est résumé dans le tableau 2.

### LA PRISE EN COMPTE DE L'EXERCICE PASSÉ (RÉFÉRENCE)

Seul le DEP prend en compte cet exercice. Ceci tient au fait que cette méthode était conçue pour attribuer des aides au vu de l'évolution du revenu, et au fait que les agriculteurs concernés ne tenaient pas de comptabilité. Il fallait donc reconstituer l'exercice initial. Par ailleurs, celui-ci fournissait tout ou partie des références à utiliser pour la prévision.

Le système EXPLORE n'a pas besoin de cette année initiale du fait de la clientèle des utilisateurs suivis en gestion et de l'emploi possible des normes préétablies.

Il en va de même de PLANFI. Cette méthode visant le financement global (à moyen terme et court terme), il ne paraissait pas utile (à tort ou à raison) de reconstituer autre chose que la situation financière initiale.

En 1980, ceci est relativement sans inconvénient dans la mesure où une prétéude est exigée par la réglementation des plans de développement et réalisée avant la prévision. Sans cela, il nous semble qu'il y aurait une lacune dans la démarche, tant la bonne prévision est enracinée dans le passé.

### LE RECOURS A L'ORDINATEUR ET LA SIMULATION MULTIPLE

à encore les méthodes diffèrent comme le montre le tableau 2. Le recours à l'ordinateur pose un problème particulier : celui des «entrées» dans la machine que l'on retrouvera ci-dessous. Il permet une «exploration» plus large du champ des évolutions possibles avec une limite immédiate : le volume des «sorties», la nécessité de les analyser, de les expliquer avant de les remettre à l'agriculteur et de les lui commenter.

### L'ÉLABORATION PAR ÉTAPE ET LE DIALOGUE AVEC L'AGRICULTEUR AU NIVEAU DE LA COLLECTE DES DONNÉES

C'est peut-être à ce niveau que les différences entre les méthodes sont les plus considérables. L'idéal est que l'agriculteur élabore lui-même son plan. Ce n'est malheu-

**tableau 2 - Présentation schématique des principales méthodes en 1980  
(DEP, PLANF et systèmes EXPLORE)**

**a) Objectifs**

DEP	PLANFI	EXPLORE
<p>1. Prise en compte du projet de l'agriculteur supposé établi après mûre réflexion et dialogue avec les conseillers techniques.</p> <p>2. Pouvoir déterminer les besoins de financement appropriés avec ou sans aide de l'Etat.</p>	<p>1. Prise en compte du projet de l'agriculteur (idem DEP).</p> <p>2. Préoccupations de financement encore plus accentuées.</p>	<p>A l'origine volonté de rechercher des solutions novatrices pour les agriculteurs suivis en gestion. Donc, volonté d'explorer plusieurs «politiques». Une «politique» correspond à un projet technico-économique cohérent (c'est le projet du DEP). Cette «politique» comporte en plus la possibilité de faire varier les prix et les types de financement</p>

**b) Prise en compte de l'année passée**

DEP	PLANFI	EXPLORE
<p>C'est une caractéristique de la méthode. Deux raisons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- agriculteurs sans comptabilité ;</li> <li>- reconstitution de l'exercice passé pour connaître la situation de l'agriculteur et avoir des références très personnalisées pour la prévision.</li> </ul>	<p>Non, mais prise en compte très précise de la situation financière en début de prévision.</p>	<p>Non, les concepteurs de la méthode ont estimé ceci inutile, l'accent étant mis sur la recherche et l'analyse de diverses solutions nouvelles.</p>

**c) Recours à l'ordinateur et possibilité de simulation multiple**

DEP	PLANFI	EXPLORE
<p>1. Pas de recours à l'ordinateur prévu à l'origine. Possibilité de calculs automatisés par machine de bureau perfectionnée (Olivetti P. 603).</p> <p>2. L'absence de recours à l'ordinateur implique que si le projet change tout est à reprendre le cas échéant.</p>	<p>1. Recours systématique mais sans télétraitement (utilisation de l'ordinateur de la caisse de crédit en général.</p> <p>2. Evaluation du risque par une variation possible des prix et/ou rendements et possibilités de plusieurs plans de financement.</p>	<p>1. Le recours à l'ordinateur est systématique car nécessaire pour atteindre les objectifs.</p> <p>2. A l'origine les bordereaux étaient transmis à Châlon/Marne. Actuellement possibilité de traitement local et de télétraitement «non conversationnel».</p>

**d) Possibilité d'une élaboration par étape (dialogue avec l'agriculteur). Collecte des données**

DEP	PLANFI	EXPLORE
<p>C'est la base même du système qui veut une démarche d'élaboration menée le plus possible chez l'agriculteur et interrompue au niveau de la détermination du plan de financement (le calcul automatisé respecte le plus possible cette démarche et la collecte est faite pratiquement de la même manière). Un document de collecte est établi «en clair».</p>	<p>1. Elaboration du projet technique comme pour le DEP.</p> <p>2. Calculs à l'ordinateur à partir d'un bordereau de perforation. Introduction relativement récente d'un document de collecte «en clair» des données techniques chez l'agriculteur (analogie avec le DEP).</p>	<p>1. La méthode n'a pas été conçue pour une élaboration progressive avec l'agriculteur : chaque «politique» avec ses hypothèses de prix et de financement est établie avec l'agriculteur ; les données sont reportées sur des bordereaux complexes. L'exploitant reçoit ensuite les solutions examinées avec le conseiller.</p> <p>2. Deux caractéristiques du système sont à souligner :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la collecte prévisionnelle peut faire appel à un fichier préétabli de normes</li> <li>- dans le cas contraire la collecte est très détaillée, le document de collecte est complexe car il est utilisé pour l'introduction des données dans l'ordinateur</li> </ul>

**e) Volume et clarté des documents remis au terme des calculs à l'agriculteur**

DEP	PLANFI	EXPLORE
<p>Document peu volumineux et clair. Mais, choix d'une présentation comptable et d'un plan de financement. Ce choix apprécié par certains est critiqué par d'autres.</p>	<p>Volume important des sorties ordinateurs très complètes sur le plan financier et pas assez sur les caractéristiques du projet. Les sorties bien qu'améliorées sont souvent critiquées.</p>	<p>Sorties peu volumineuses et très claires car très synthétiques.</p>

reusement possible que dans des cas encore très rares. Un ou plusieurs conseillers interviennent donc (conseiller de l'ADASEA, conseiller de gestion, technicien du SUAD, agent du Crédit Agricole, etc.).

Il nous semble que dans tous les cas l'élaboration du plan doit se faire avec l'agriculteur et chez lui. Là aussi, sauf en cas de plans effectués manuellement, ce n'est pas la pratique la plus courante dans la mesure où la collecte est distincte du calcul.

Une difficulté inhérente à l'emploi **actuel** de l'ordinateur est de forcer le conseiller à traduire le projet de l'agriculteur en bordereaux d'entrée en général illisibles pour celui-ci. La collecte sur un document clair, lisible devrait s'imposer au(x) conseiller(s). Ce n'est pas toujours le cas. L'inconvénient est réduit lorsque les sorties de l'ordinateur décrivent le(s) projet(s) de l'agriculteur et permettent à celui-ci de s'y retrouver.

Une autre difficulté des traitements par ordinateur est souvent le délai introduit entre la collecte des données et la remise des résultats. Ceci tient à l'organisation des traitements et non à l'informatique puisque c'est également un reproche que l'on peut faire à une élaboration manuelle lorsque les conseillers sont surchargés. Néanmoins, il est indéniable que le traitement par ordinateur, tel qu'il est conçu à l'heure actuelle accroît les risques d'un retard dans l'élaboration complète du plan.

## VOLUME ET CLARTE DES DOCUMENTS REMIS AU TERME DES CALCULS A L'AGRICULTEUR

Un effort considérable de simplification et de lisibilité a été fourni depuis les années 72. Il n'en reste pas moins qu'aucune méthode n'a encore abouti à une compréhension facile du plan de développement par l'agriculteur. Il y a là un problème irritant qui tient essentiellement au niveau de formation économique des agriculteurs, mais que d'aucuns reportent sur les méthodes, ce qui paraît une manière très injuste de déplacer une question dont tout le monde sait l'ampleur.

Par ailleurs, il est certain que la façon dont est élaboré le plan rend celui-ci plus ou moins abordable par l'agriculteur. Les sessions de formation préalables, le temps passé auprès de l'agriculteur favorisent la compréhension des documents. Il y a là un problème de mise en œuvre des méthodes que nous n'aborderons pas ici.

Pour en rester à la description des méthodes, nous n'avons pas analysé des méthodes apparues depuis 1972 par souci d'alléger une présentation un peu aride. Parmi ces méthodes, soulignons l'intérêt du «système 70» (70 étant le numéro du département du Centre de gestion qui l'a conçu) (14) et de «la Fiche Economique Prévisionnelle» (FFP) (13).

### III - LA MISE EN ŒUVRE DES METHODES EN 1980

Les méthodes sont utilisées de façon inégale ainsi que le montre le tableau suivant :

Tableau 1 - Répartition des méthodes d'élaboration des plans de développement de l'origine à la fin de 1979.

Méthodes	%
EXPLORE	35,7
DEP (*)	34,0
PLANFI	17,8
Autres (dont système 70)	12,5

(\*) y compris FEP dérivée du DEP  
Source : statistiques du CNASEA.

L'évolution depuis 1976 s'est faite à l'avantage de PLANFI et du «système 70». PLANFI a été diffusé notamment par un GIE (GIE-PLANFI transformé ensuite en GERFI) auquel participent la Caisse nationale de Crédit Agricole, la Caisse régionale de l'Aveyron, d'autres caisses, le CNASEA.

Il faut préciser à ce sujet que, si à l'origine, les méthodes étaient en quelque sorte le monopole des organismes qui les avaient conçues (CNASEA et ADASEA, INRA et Crédit Agricole, IGER et Centres de gestion), ceci est devenu de moins en moins vrai. EXPLORE, au départ monopole des centres de gestion, est utilisé par quelques ADASEA (Ardennes par exemple). Certains Centres de gestion ont adopté le DEP (Lot-et-Garonne, Puy-de-Dôme, par exemple) ou PLANFI, tandis que certaines ADASEA utilisent PLANFI (Pyrénées-Orientales, Drôme, Dordogne, par exemple). Tout ceci tient à la variété des situations départe-

mentales. Il en résulte une extension géographique très variable des méthodes. Si le DEP, démarche manuelle, est très diffusé, les autres systèmes le sont moins mais ont souvent «conquis» de gros départements (dans l'Ouest, par exemple).

Il faut noter que dans certains départements, deux, voire trois méthodes coexistent alors qu'ailleurs s'établissent des monopoles. Même dans ce cas, très souvent c'est l'ADASEA qui reconstitue l'exercice d'origine lorsqu'il s'agit des méthodes informatisées qui, on l'a vu, sont purement prévisionnelles.

### CONCLUSION

Au terme de cette présentation succincte des méthodes d'élaboration des plans de développement, il est banal de rappeler que chaque méthode a les défauts de ses qualités et qu'elle ne vaut que ce que valent les conseillers qui l'utilisent. Il faut cependant souligner que ces méthodes permettent un conseil en matière financière qui n'en était qu'à ses balbutiements en 1970 (15).

Enfin ce que nous n'avons pas voulu développer, ce sont les contraintes qui pèsent sur les méthodes : le coût doit en être faible mais la prévision doit tenir compte des particularités de chaque exploitation, les documents doivent être lisibles mais pas trop synthétiques, sinon l'agriculteur, les conseillers ne s'y retrouvent pas aisément, etc. Comme toujours le résultat est un compromis qui satisfait plus ou moins les utilisateurs.

Une méthode a été élaborée pour tenter de tenir compte de ces divers paramètres. Il s'agit de la «méthode FEP», déjà citée, qui permet d'élaborer un document de volume réduit. La collecte des données reste très complète car, à ce niveau, toute contraction excessive du temps passé auprès de l'agriculteur aboutit à la «confection industrielle»

qui est la négation même de l'esprit de la démarche. Le volume des calculs est très allégé.

Cette méthode n'a pas eu le succès escompté, notamment parce qu'elle exige une expérience certaine du conseiller qui n'est pas guidé pas-à-pas dans toutes ses opérations et qui, de ce fait, peut faire des erreurs et doit les détecter à partir de la vraisemblance des résultats. Certains utilisateurs ont préféré une méthode plus lourde comme le DEP même avec des calculs manuels longs.

Une autre raison du faible impact de cette tentative est que la confection de la FEP demande encore plus de temps de calcul que les méthodes recourant à l'ordinateur (ou à une calculatrice de bureau). Ceci s'explique car envisager l'avenir sur 6 ans exige, en général, de nombreuses références et normes ainsi qu'un grand nombre de calculs que l'on peut réduire certes, mais non supprimer. Au total, l'utilisation de l'ordinateur apparaît aux conseillers, plus sûre, moins astreignante et probablement plus «valorisante». Par ailleurs, elle réduit les coûts.

Si au départ on a misé sur l'utilisation de gros ordinateurs et même sur la «télématique» (système «EXPLORE»), des

travaux sont en cours pour développer la «privative» par le recours au micro-ordinateur.

Nous nous trouvons tout à fait d'accord avec J.M. ATTONATY lorsqu'il explique que les programmes actuels sont critiquables dans la mesure où ils sont conçus pour traiter l'information par «lot» : «envoi de toutes les données en même temps et réception des résultats d'un seul coup».

Comme pour l'élaboration manuelle du DEP telle qu'elle fut conçue à l'origine et conservée au maximum ensuite, les traitements doivent se faire le plus possible chez l'agriculteur «en temps réel», sous sa direction. Il faut donc souhaiter que les méthodes évoluent dans un sens plus «conversationnel».

Enfin, les études prévisionnelles à l'installation vont se généraliser en liaison avec les contraintes imposées pour l'octroi des aides publiques. D'ores et déjà une méthode conçue par le CNASEA est en cours d'expérimentation : l'Etude Prévisionnelle de l'Installation (EPI), qui a tenté de prendre en compte l'expérience acquise depuis 10 ans et les critiques émises à l'encontre des documents complexes.

## BIBLIOGRAPHIE

- 1 - CHOMBART de LAUWE J., POITEVIN J. (1957). Gestion des exploitations agricoles. Paris, Dunod, 222 p.
- 2 - CHOMBART de LAUWE J., POITEVIN J., TIREL J.C. (1963). Nouvelle gestion des exploitations agricoles. Paris, Dunod, 506 p.
- 3 - OCDE (1958). Farm management in the United States. Report by a group of experts, p. 59-64.
- 4 - ATTONATY J.M., HAUTCOLAS J.C. (1976). Du programme linéaire au calcul automatisé du budget d'exploitation agricole BTI n° 255, p. 711-740.
- 5 - SEBILLOTTE J., ROSSIER S. (1968, 1970, 1972). Eléments de gestion financière de l'entreprise agricole. IGER, 132 p.
- 6 - CNASEA (1974-75). Dossier Economique Prévisionnel, 14 p.
- 7 - SEBILLOTTE J. (1974). Le dossier Economique Prévisionnel (DEP) du CNASEA. Coopération agricole, n° 247-248, p. 79-84.
- 8 - CNASEA (1974-75). Analyse d'une étude prévisionnelle - 4 fascicules : un d'ensemble, un pour chaque méthode.
- 9 - IGER (1972). La Renardière - Entraînement à l'emploi du simulateur EXPLORE SMT par correspondance. 28 p.
- 10 - IGER (1973). Le système EXPLORE (ensemble d'outils au service de l'agriculteur pour préparer ses décisions de gestion plan de développement, ajustements périodiques), 15 p.
- 11 - INRA (1973). Divers documents sur PLANFI.
- 12 - GIE PLANFI (1974) Planfi, 41 p.
- 13 - BLUMENTHAL B., COULON J.M., MAINSANT B., NOBLOT B., TRUFFINET J. (1978). Plans de développement : les méthodes évoluent. CNASEA, Structures agricoles n° 8, 25-43.
- 14 - Documents de l'Assemblée Générale de l'IGER (1980), Annexe 1, 46 p.
  - MAINSANT B., SEBILLOTTE J., Le dossier économique prévisionnel,
  - COURTOIS G. Explore,
  - Centre de gestion de la Haute-Saône, Système 70,
  - MARCON, PLANFI.
- 15 - SEBILLOTTE J. 1980. Les plans de développement des exploitations agricoles et le conseil en matière de gestion financière (note présentée par M. CHOMBART de LAUWE). Académie d'agriculture, CR à paraître, 9 p.
- 16 - ATTONATY J.M. (1980). Micro-informatique d'aide à la décision des exploitations agricoles. Académie d'agriculture. CR, à paraître.